

First : l'inquiétude croît

AUTOMOBILE Un comité de pilotage, prévu lundi prochain pour l'usine blanquefortaise, a été reporté

Il serait prématuré de perdre espoir. Mais le dossier First (ex-Ford) n'incite pas pour l'heure à un optimisme béat. Et le report d'une réunion qui devait avoir lieu le 12 avril à la préfecture n'est pas de nature à dissiper les inquiétudes.

Lors d'une rencontre avec les dirigeants de First et les élus, le 11 février à Bercy, le préfet avait reçu mission de réunir des comités de suivi régionaux pour faire le point sur le dossier. La rencontre prévue lundi prochain s'inscrivait dans ce cadre. Son report a été dénoncé par Vincent Feltesse. Pour expliquer sa décision, le préfet rappelle que la médiation du crédit n'est toujours pas parvenue à trouver un accord entre First et les banquiers, pour le financement la diversification de l'entreprise dans les couronnes d'éoliennes.

La médiation du crédit, chargée de régler les différends entre banquiers et entreprises, est saisie du dossier depuis l'automne. Deux rapports ont été rédigés à sa demande par de grands cabinets d'audit pour analyser le plan stratégique de First, et pour décortiquer les rapports qui la lient à son assez mystérieux actionnaire allemand HZ. À Bercy, le 11 février, Christine Lagarde avait émis une appréciation favorable sur le plan stratégique de First, tout en appelant à la poursuite des discussions avec les banques. Mais celles-ci ne semblent pas avoir abouti. Pourtant, First, au demeurant pas financièrement aidé dans l'affaire par son actionnaire, a sensiblement réduit ses demandes.

L'engagement sollicité auprès des cinq banques ne devrait pas dépasser 20 millions d'euros (hors bâtiment). Mais, jusqu'à ces tout derniers jours au moins, l'accord butait sur le refus déterminé d'un des cinq établissements à l'égard d'un projet qui ne fait pas forcément bondir tous les autres d'enthousiasme.

L'optimisme d'Estrosi

Tandis que Bercy reste laconique, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi, interrogé hier au Sénat par Alain Anziani, a malgré tout affiché un optimisme, que ne semble pas partager la majorité des salariés. Certes, ceux-ci ont l'assurance de ne pas subir de plan social cette année. Et Ford achète toujours jusqu'à fin 2011 des boîtes de vitesse destinées à certains de ses modèles américains. Le volume de travail est néanmoins très faible par rapport à l'effectif de l'entreprise, cette sous-activité n'étant pas de nature à regonfler le moral des troupes. L'heure n'est pas encore pour autant à la mobilisation ni à l'union.

Le débrayage de 2 heures auquel la CGT avait appelé hier à Blanquefort n'a été suivi que par quelques dizaines de salariés. Hier encore, la séance du comité d'entreprise, qui aurait dû être consacrée à la désignation d'un nouveau bureau après la démission de Pascal Roi (CGT), a été reportée. Sur fond d'incertitude quant à l'avenir, la déchirure entre la CGT et les autres organisations ne semble pas s'être cicatrisée.

Bernard Broustet